



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 1.12.2023  
C(2023) 8526 final

Hanke Bruins Slot  
Ministre des affaires étrangères,  
Ministère des affaires étrangères  
PL 20061  
2500 EB La Haye  
Pays-Bas

**Objet:**            **Notification 2023/544/NL**

**Modification du règlement relatif au tabac et aux produits à fumer en ce qui concerne l'établissement d'une liste d'additifs interdits pour les cigarettes électroniques et les produits du tabac**

**Émission d'observations en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015**

Madame,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535<sup>1</sup> le 19 septembre 2023, les autorités néerlandaises ont notifié à la Commission le projet de «*Modification du règlement relatif au tabac et aux produits à fumer en ce qui concerne l'établissement d'une liste d'additifs interdits pour les cigarettes électroniques et les produits du tabac*» (ci-après le «projet notifié»).

Selon le message de notification, le projet notifié vise à préciser les additifs interdits en vertu de l'article 7, paragraphe 6, de la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques. En outre, la liste des additifs interdits s'applique également aux cigarettes électroniques sans nicotine.

L'examen du projet notifié a amené la Commission à émettre les observations suivantes en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535.

---

<sup>1</sup> Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information (JO L 241 du 17.9.2015, p. 1).

## OBSERVATIONS

### Aromatisation des cigarettes électroniques

L'article 1<sup>er</sup> du projet notifié modifie les articles 2.6, 2.10 et 2.11 du règlement sur le tabac et les produits à fumer (acte de base), qui mettent en œuvre l'article 7, paragraphe 6, de la directive 2014/40/UE. En particulier, le projet notifié introduit l'annexe 2 de l'acte de base, qui précise la liste des additifs interdits en vertu de l'article 7, paragraphe 6, de la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques.

Selon la section 2 de l'exposé des motifs accompagnant la notification, la liste des additifs figurant à l'annexe 2 n'est pas exhaustive et les additifs qui ne figurent pas à l'annexe 2, mais qui, compte tenu de leurs propriétés, semblent relever de l'interdiction énoncée aux articles 2.6, 2.10 et 2.11 de l'acte de base, sont interdits même s'ils ne figurent pas encore sur la liste de l'annexe 2.

Il convient de rappeler que l'article 7, paragraphe 6, dispose ce qui suit:

*«Les États membres interdisent la mise sur le marché de produits du tabac contenant les additifs suivants:*

*«a) les vitamines ou autres additifs créant l'impression qu'un produit du tabac a des effets bénéfiques sur la santé ou que les risques qu'il présente pour la santé ont été réduits;*

*b) la caféine ou la taurine ou d'autres additifs et stimulants associés à l'énergie et à la vitalité;*

*c) les additifs qui confèrent des propriétés colorantes aux émissions;*

*d) pour le tabac à fumer, les additifs qui facilitent l'inhalation ou l'absorption de nicotine; et*

*e) les additifs qui, sans combustion, ont des propriétés CMR.»*

Afin d'assurer la bonne application de l'article 7, paragraphe 6, de la directive 2014/40/UE et d'éviter l'interdiction d'additifs qui ne relèvent pas de l'une des catégories visées à l'article 7, paragraphe 6, points a) à e), la Commission tient à rappeler aux autorités néerlandaises qu'elles devraient être en mesure de justifier clairement et de fournir des preuves suffisantes que les additifs énumérés à l'annexe 2 et tout autre additif supplémentaire qui serait interdit relèvent d'une ou de plusieurs des catégories énumérées à l'article 7, paragraphe 6, de la directive 2014/40/UE.

La Commission invite les autorités néerlandaises à tenir compte des observations ci-dessus.

La Commission rappelle par ailleurs qu'une fois le texte définitif adopté, il est communiqué à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.



Pour la Commission

Kerstin JORNA  
Directrice générale

Direction générale du marché  
intérieur, de l'industrie, de  
l'entrepreneuriat et des PME